

dans le maillage fin des territoires d'aujourd'hui?

La région se doit de peser, à son niveau, pour des emplois stables et mieux, rémunérés, l'égalité des salaires entre les femmes et les hommes. Elle peut agir dans ce sens au travers de sa politique de développement, de ces projets économiques et d'aménagement, de son soutien aux entreprises.

Elle va être le commanditaire de nombreuses infrastructures, de nombreux projets d'aménagement pendant les années à venir.

Nous proposons que le choix de ces projets, la sélection des entreprises pour les réaliser soient conditionnés par des critères sociaux et environnementaux. A quoi sert de choisir ceux et celles qui en apparence seraient le moins cher si les conséquences dramatiques et coûteuses s'appellent privatisation, recul de l'emploi, de la formation et des salaires, destruction de la planète et mal vie dans la région.

UN APPEL PERMANENT À LA PARTICIPATION ACTIVE DES CITOYENNES ET DES CITOYENS AUX DÉCISIONS ET À L'ÉVALUATION DES POLITIQUES MENÉES

Comment produire et faire triompher de tels choix ? En faisant, à tous moments, participer les citoyennes et les citoyens aux décisions qui les concernent. Si elles et ils se détournent de la politique ce n'est pas par dépolitisation mais parce que c'est la politique qui, le plus souvent, les ignore.

La votation citoyenne sur la Poste, le référendum sur la constitution européenne le montrent: plus la question est vaste, plus l'enjeu concerne leur avenir, plus elles et ils sont présents et leurs réponses est sans ambiguïté. Ils refusent, quand ils ont l'occasion de l'exprimer, la dérive libérale de la société.

La réforme de la constitution n'aurait pas dû être laissée au Congrès, la réforme des collectivités territoriales, comme le changement du statut de la Poste, devraient faire l'objet d'un référendum.

Face à la dérive autoritaire et centralisatrice du pouvoir la solution est bien dans l'appel à la participation de toutes et de tous aux décisions.

Cette autre façon de gouverner, y compris dans la région, reste à mettre en place. Les usagers, les salariés, doivent être associés à l'évolution du réseau de transports, aux choix d'aménagement, aux réalisations d'infrastructures nouvelles. Leurs avis doivent être entendus. Les élus doivent s'appliquer à leur répondre, à justifier leurs choix et prendre, vis à vis d'eux, des enga-

gements. Il s'agit de donner aux citoyennes et aux citoyens des moyens de contrôle. Pas seulement le jour de l'élection mais après, régulièrement.

Ce dialogue permanent demande qu'on y consacre du temps et des moyens. La démocratie n'a pas de prix parce qu'elle est efficace. La démocratie sans moyens est une coquille vide.

Les grandes lignes de ce projet pour la région méritent d'être déclinées dans des propositions très précises. Elles méritent aussi d'être construites avec le plus grand nombre de nos concitoyennes et concitoyens, de forces de toute la gauche politique, sociale, associative et intellectuelle.

Cet appel à la construction commune s'exprime aussi dans notre offre politique pour les élections régionales en Ile-de-France.

UN FRONT PORTEUR D'UN PROJET DE GAUCHE AUDACIEUX

Il est nécessaire et urgent de réunir en Ile-de-France les conditions d'un front porteur des valeurs originelles de la gauche: justice sociale, égalité, liberté, internationalisme, paix, démocratie.

Un front large, fort de l'apport de différents partis politiques, en particulier ceux du Front de gauche, le PCF, le Parti de Gauche et la Gauche Unitaire, un front rassembleur, fort aussi d'autres forces collectives et individuelles et qui unisse luttes et bataille électorale, aspirations au changement et gestion.

Une telle ambition, parce qu'elle correspond aux exigences d'issue à la crise, de résistance à Sarkozy et de réponses aux attentes des Franciliennes et des Franciliens, doit avoir une vocation majoritaire, afin que se réalisent effectivement les engagements pris au travers de la politique menée par une majorité politique de gauche à la région.

Comme l'indique la déclaration du Conseil national des 24 et 25 octobre : le PS parle de rassemblement à gauche mais n'opère pas de clarification forte sur son projet et entretient le flou sur des alliances de second tour avec le Modem. Les Verts parlent eux aussi de rassemblement à gauche mais les listes Europe Écologie poursuivent la construction de rassemblements hétéroclites aux contours et aux objectifs politiques très ambigus. Le NPA quant à lui persiste à refuser la nécessité de travailler à des majorités de gauche ».

La conférence régionale des communistes d'Ile-de-France propose donc, dans l'esprit des décisions du Conseil national, que se constitue pour le premier tour un « Front de gauche pour une région Ile-de-France, une métropole solidaire, écologique et citoyenne ».

Comme elle le précise, ce travail en

commun devra déboucher « autour d'objectifs et de projets clairs, sur la constitution de listes de Front de gauche de large rassemblement au 1^{er} tour, qui, à partir mais très au delà des trois forces qui se sont rassemblées à l'élection européenne (Parti communiste, Parti de gauche, Gauche unitaire), permettraient de réunir toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans cette démarche.

Ces listes pourraient s'ouvrir à des forces nouvelles, et faire une large place à toutes les femmes et les hommes, citoyens, militants du mouvement social, élus locaux, qui dans leur diversité partagent l'urgence de cette démarche de clarté et de rassemblement. Cette unité, cette diversité, cette large démarche de rassemblement, tout en assurant la juste représentation des partis qui l'initient et en s'appuyant sur leurs acquis électoraux, devront s'exprimer dans la composition des listes, jusque dans le choix des têtes de liste régionales et départementales.

Ces listes, en ouvrant un autre choix à gauche que celui porté par le PS ou Europe-Ecologie, visent à lever une dynamique de rassemblement et de victoire à gauche sur des choix clairs. Faut-il concevoir ces listes en opposition au reste de la gauche? Non, au contraire, comme nous le proposons, il faut faire de ce front un levier pour faire bouger le curseur à gauche ».

Le Front de gauche pour changer d'Europe né à l'occasion des dernières élections européennes a créé de l'espoir. Continuons, amplifions la démarche à l'occasion des élections régionales.

Travaillons ensemble pour que les élus qui défendent de telles options soient plus nombreux dans la future assemblée régionale.

La diversité de cette construction devrait se refléter tant dans la façon de construire nos propositions communes, dans des initiatives publiques que dans la composition des listes, y compris dans le choix de têtes des listes départementales. Au sujet de la tête de liste régionale nous considérons que, eu égard à l'influence du PCF et de ses élus, dans la région, à leurs capacités de rassemblement, elle devrait être issue des rangs du PCF et nous considérons que la façon de mener la campagne doit être, elle-même, le reflet de la richesse du rassemblement opéré.

Nous proposons aussi que les questions du deuxième tour soient traités dès à présent et fassent l'objet d'un accord entre toutes les composantes du Front afin de battre la droite et de créer les conditions d'une véritable politique de gauche.

Nous proposons qu'à l'issue du premier tour un accord de second tour se réalise entre toutes les forces de gauche et écologiste sur la base des résultats du premier pour battre la droite et gérer ensemble la région.

TEXTE PRÉPARATOIRE À LA CONFÉRENCE RÉGIONALE D'ILE-DE-FRANCE 14-15 NOVEMBRE 2009 - PARIS



Les élections régionales de mars 2010 vont se dérouler dans un contexte très différent de celles de 2004.

Elles auront un triple enjeu :

❶ Le choix des politiques en cause : la droite disposera-t-elle en mars prochain de moyens supplémentaires pour amplifier ses contre-réformes ou bien ces élections exprimeront-elles le désir de nos concitoyens de se donner des atouts pour résister et porter une autre politique.

❷ L'avenir de la démocratie : Nicolas Sarkozy veut tout régenter, s'attaque à nos droits, à nos libertés et maintenant il engage une réforme des collectivités territoriales qui éloigne les citoyens des pouvoirs de décisions et accentue la tutelle de l'Etat. Les élections régionales peuvent être le moyen pour les Français de dire leur attachement et leur volonté de services locaux de proximité.

❸ La construction de l'alternative politique à gauche : les régions peuvent être le théâtre de recomposition au centre qui ne serviraient ni les intérêts du peuple, ni celui des régions, encore moins ceux de la gauche. Elles peuvent aussi, et c'est ce que nous souhaitons, être l'occasion de renforcer la construction de projets et de rassemblements bien ancrés à gauche.

MALGRÉ LA CRISE UNE DROITE MOBILISÉE

Sarkozy est au pouvoir depuis deux ans et l'UMP aborde les élections régionales avec la volonté farouche d'y marquer des points. Il ne s'agit pas pour la droite d'élections intermédiaires. La reconquête de pouvoirs régionaux est considérée par elle comme un moyen de relancer l'adhésion à son projet politique, de se donner des pouvoirs supplémentaires pour le mettre en œuvre, comme un tremplin pour accélérer le remodelage économique, institutionnel et politique de notre société.

Et pourtant la crise du capitalisme a fait apparaître aux yeux du monde la nécessité de mettre en cause un système qui laisse tout puissant le marché et singulièrement celui de la finance.

Cette crise a aussi révélé que les Etats, les pouvoirs publics, pouvaient agir, que des sommes faramineuses pouvaient être mobilisées pour sauver les

banques alors qu'on nous disait qu'il n'y avait pas d'argent pour le social, le pouvoir d'achat, les solidarités.

La crise écologique amène aussi chacun à réfléchir, à mettre en cause un mode de production, de consommation, de vie en société qui produit, vend, met en concurrence les individus, les territoires, dans un seul but : le profit pour les actionnaires des grands groupes.

La crise démocratique, l'exercice de plus en plus monarchique du pouvoir par Sarkozy heurte chaque jour un peu plus l'aspiration de tout un chacun à participer aux décisions qui le concerne.

LES ENJEUX EN ILE-DE-FRANCE

C'est dans ce contexte qu'il faut réfléchir aux enjeux qui concernent l'Ile-de-France.

Quand Nicolas Sarkozy s'est emparé des enjeux métropolitains, deux données semblaient faire consensus : l'urgence d'une nouvelle ambition pour l'Ile-de-France et la nécessité d'un projet partagé entre tous. Un sentiment dominait aussi, celui du paradoxe de la région parisienne: la plus riche d'Europe et celle où les inégalités ne cessent de s'accroître.

Résumant son appréciation, Marie-George Buffet dès le 29 avril 2009 déclarait: « le Grand Paris ne vaut que s'il est partagé par tous ». C'est le contraire qui s'est passé et qui se passe.

Le projet sarkozien du « Grand Paris » exprime avec violence la volonté des libéraux d'accentuer tout ce qui nous fait déjà mal. Ce projet s'organise autour de la réalisation, sans concertation, d'une infrastructure de transports qui relierait des pôles encore à construire. Ce « Grand huit » hyper sélectif, avec une gare tous les 3 ou 4 kms, délaisseraient les territoires de vie existant. Ce serait un véritable train fantôme pour les habitants et les salariés.

Le but : faire du « grand Paris » une place financière concurrente des autres métropoles mondiales et répondre aux intérêts du MEDEF. Peu importe pour ses promoteurs la qualité de vie des habitants et des salariés de la région, peu importe les inégalités, les ségrégations, les relégations qui fragilisent les vies et l'Ile-de-France..

Ce projet nie les territoires existant, leur desserte, leur relation, leur dynamisation. Les pôles économiques spécialisés tels qu'ils sont conçus vont

encore accentuer les déséquilibres, les inégalités sociales et territoriales, sacrifier l'emploi et accentuer la crise écologique. Avec le Grand Paris tel qu'il est conçu aujourd'hui, l'Ile-de-France sera livrée aux affairistes, aux financiers et aux promoteurs. C'est un véritable projet de classe.

Et la façon dont il a été conçu s'explique par ce choix. Elle marque le mépris dans lequel ont été tenues les réflexions du syndicat mixte des collectivités de la zone dense de la Région, Paris-Métropole, ou encore les travaux issus de la consultation des architectes. Sarkozy en ignore toutes les conclusions.

Le projet de loi prévoit la constitution d'une « société du Grand Paris » qui donne, de fait, tous les pouvoirs à l'Etat. La présence des collectivités territoriales est concédée mais l'Etat confisque leur liberté et garde en toute circonstance la main.

Nous condamnons cette conception d'un Etat dirigiste, autoritaire qui impose ses choix à la Région, aux départements, aux communes et à leurs communautés, aux Franciliens et aux Franciliennes. Sarkozy veut sur cette question aussi passer en force, comme il le fait en voulant élargir le périmètre d'action de l'Etablissement public de la Défense (EPAD) jusqu'à Nanterre en engageant une réforme des collectivités territoriales.

Celle-ci veut de fait supprimer les deux échelons les plus proches et les plus appréciés des habitants, la commune et le département, pour satisfaire les vœux de l'Europe libérale. Dans cette optique le couple régions/Europe devient un élément majeur de la mise en cause de l'architecture institutionnelle nationale et de la nation elle-même.

Cette réforme est aussi celle de la fiscalité et de la suppression de la taxe professionnelle qui aurait pour conséquence l'asphyxie financière et la mise sous tutelle des collectivités et donc, à terme, la suppression des services publics locaux.

S'agissant du financement, le désengagement budgétaire de l'Etat se confirme. On nous parle d'un emprunt financé par l'augmentation des tarifs des transports en commun, le transfert de recettes des collectivités territoriales vers la société du Grand Paris et les revenus issus de l'augmentation du foncier autour des nouvelles gares, augmentation du foncier qui ne peut que s'accompagner de l'éviction des couches populaires de ces zones.

Est-ce que le choix des électrices et des électeurs pour les régionales ira dans ce sens ou dira-t-il que les Franciliennes et les Franciliens veulent, comme nous l'espérons, une autre métropole, solidaire conçue en concertation avec les différents acteurs. Ce sera l'un des premiers enjeux majeurs des futures élections régionales.

Notre premier objectif sera de battre la droite et ses projets.

LE BILAN DE LA GAUCHE À LA RÉGION

Un bref rappel des choix que nous avons opérés majoritairement pour construire la liste du 1er tour aux régionales de 2004: une liste composée de militantes et militants politiques, engagées au PCF, à l'Association pour une gauche républicaine ou dans le collectif pour une alternative citoyenne, de militantes et de militants syndicaux, associatifs. Cette liste intitulée « Gauche populaire et citoyenne » s'est lancée dans une bataille contre la droite pour faire gagner des valeurs de gauche répondant à l'attente des populations. Elle était conduite par Marie-George Buffet et Claire Villiers et déclinée en 8 listes départementales.

Au second tour, nous avons réalisé la fusion avec le PS et les Verts et c'est la gauche unie qui a gagné.

Aujourd'hui, ce sont 209 conseillères et conseiller régionaux qui ont été élus : 132 de gauche (60 PS, 28 Verts, 27 du Groupe communiste, alternative citoyenne, républicain et Parti de gauche, le reste des élus de gauche se partageant entre MRC et radicaux) et 77 de droite.

L'affrontement entre la droite et la gauche sur des conceptions radicalement opposées a été permanent, en particulier, dans tous les domaines de luttes contre les inégalités.

La mandature 2004-2010 a été marquée par une montée en charge très importante du niveau des responsabilités du conseil régional.

La région est devenue l'actrice majeure en charge de la gestion de tous les transports publics en Ile-de-France. Elle a du reprendre un héritage de l'Etat désastreux.

Elle a obtenu la responsabilité d'élaborer le nouveau projet de schéma directeur de la région Ile-de-France (SDRIF) déterminant les grandes orientations d'aménagement de l'Ile-de-France à l'horizon 2030, Son exécutif l'a adopté en septembre 2008.

La majorité régionale a d'elle-même voulue étendre ses domaines d'intervention à de nombreux secteurs (petite enfance, équipement sportif, spectacle vivant...) ou augmenter très fortement son niveau d'engagement sur d'autres (financement du logement social, gratuité des transports pour les plus démunis...).

La région est devenue aussi une collectivité employant un personnel beaucoup plus nombreux qu'en 2004.

Le bilan de la gestion par la gauche (PS, PCF, VERTS) de la région Ile-de-France dans les 6 dernières années où elle disposait d'une majorité dans le conseil régional, est à analyser aussi à l'aune de ses nouvelles responsabilités.

La gauche a entrepris non sans à coups et difficultés un travail pour s'attaquer aux inégalités dans la région. Les politiques de l'emploi, de la formation, des transports, du logement ou de la culture ont, à des degrés divers, marqué des inflexions vers plus d'égalité et de réponses aux besoins. La politique d'aménagement du territoire, l'élaboration du SDRIF ont d'abord été marquées par un esprit de concertation et une recherche d'un développement plus équilibré, plus harmonieux.

C'est la gauche, à l'initiative du maire de Paris et de son adjoint communiste, qui a engagé le travail de rapprochement de la ville de Paris et de la banlieue, débouchant sur la créa-

tion du syndicat Paris-Métropole.

Les communistes ont joué un rôle décisif dans ces évolutions, par exemple à propos de la tarification sociale des transports, du renforcement des infrastructures ou de la gestion plus démocratique du STIF. Le groupe CACRPG à la région a obtenu une mesure forte de gratuité dans les transports publics pour les plus démunis et une première étape vers la carte orange à zone unique par le passage de 8 zones à 6. Quand ils ont pu s'appuyer ou susciter des mobilisations populaires, ils ont marqué des points.

Toutefois, force est de constater qu'une certaine timidité dans la volonté de changement voire un accompagnement des idées de concurrence ou d'attractivité financière de la région capitale et aussi un manque de relais créatif des propositions des collectivités et des citoyens n'ont pas permis une évolution suffisante des politiques menées.

Les débats, parfois vifs, qui ont animé pendant ces 6 ans la majorité doivent être mis sur la table des élections, devant les citoyens.

On ne peut rester dans un saupoudrage des territoires sans prendre en compte un projet d'ensemble de développement durable et de recul des inégalités, d'action contre les relégations. On ne peut continuer à soutenir les entreprises et les activités sans leur demander des contreparties en terme de responsabilités sociales et environnementales. Les jeunes doivent devenir effectivement la priorité d'une politique de gauche en terme de logement accessible, d'emplois stables ou de mobilité. Les logements sociaux doivent être les premiers à haute qualité environnementale et à base consommation, les transports doivent mailler finement les liaisons banlieue-banlieue. Les entreprises qui en profitent doivent être mises à contribution de leur financement.

Certes les politiques régionales se heurtent aux choix nationaux de la droite, mais faute de vouloir affronter ce problème, de travailler aux mobilisations citoyennes, le Parti socialiste s'est replié sur une gestion étroite des territoires au lieu de porter haut et fort des projets transformateurs qui pouvaient heurter les logiques nationales ou européennes. Une gestion de gauche ne peut être qu'une gestion qui suscite la mobilisation citoyenne pour surmonter les obstacles.

Nous avons considéré que les régions pouvaient être des pôles de résistance face aux dérives libérales de notre société, des leviers pour une autre politique. Pourtant, dans toutes les régions, les résistances ont été parcellaires et au total insuffisantes pour endiguer les évolutions négatives. La région Ile-de-France continue à s'enrichir et les inégalités à s'y creuser et les besoins populaires à satisfaire n'ont jamais été aussi criants. Pensons aux transports, au logement, à l'emploi, à la formation et à la recherche.

Ajoutons à cela les futurs développements de la crise et les dangers du grand Paris!

Dans ce contexte nous pouvons dire sans nous tromper qu'une stratégie qui consisterait, pour la gauche, à valoriser uniquement son bilan et à appeler à continuer les efforts entrepris serait vouée à l'échec.

Pensons à la qualité de vie des Franciliennes et des Franciliens. Au nom de la gauche ayons l'ambition de porter un projet de rupture qui s'attaque absolument au maux de l'Ile de France. Et pour la construire, mobilisons la jeunesse, toutes les forces, tous les énergies, toutes les intelligences disponibles dans un rassemblement progressiste et citoyen pour une métropole solidaire, écologique et citoyenne.

UN PROJET AUDACIEUX POUR UNE RÉGION, UNE MÉTROPOLE SOLIDAIRE, ÉCOLOGIQUE ET CITOYENNE

Les dispositions de nature régionales peuvent et doivent participer à des changements pour la vie quotidienne des

citoyennes et des citoyens, des salariés et donner à voir le besoin de transformations plus radicales à l'échelle de toute la société.

Face au projet du Grand Paris, véritable projet de classe au service des amis du Président et des actionnaires des grands groupes, nous opposons un projet de développement de l'Ile-de-France fondé sur trois piliers: économique, social et environnemental.

A l'opposé d'une région autour de pôles sur lesquels on met toutes les moyens en espérant des retombées sur les territoires délaissés, nous proposons une autre logique de développement fondée sur l'humanisation de tous les territoires par le rapprochement des emplois, des logements, des commerces et des activités culturelles dans chacun d'entre eux.

A l'opposé d'une conception concurrentielle et financière de l'Ile-de-France, nous préférons celle, dans la continuité de son histoire originale, du cocktail qui a fait le rayonnement de Paris, densité, production, culture, recherche et université, beauté, en un mot le bien vivre, le vivre ensemble.

Les grands axes d'un tel projet passe par le développement et la promotion des services publics, l'action pour des emplois stables et bien rémunérés, le développement et l'aménagement harmonieux des territoires, le déploiement d'une politique qui utilise l'argent à des fins utiles, humaines, durables et enfin, comme but et moyen de ces choix, la démocratie, l'appel permanent à la participation active des citoyennes et des citoyens aux décisions.

LA PROMOTION DES SERVICES PUBLICS CONTRE LES INÉGALITÉS

Quand on parle de leur vie quotidienne aux Franciliens et aux Franciliennes, leurs préoccupations sont affirmées, leurs priorités sont claires. Elles concernent les transports, le logement, la santé, l'emploi et la formation, le vivre ensemble et la culture, au fond la qualité de leur vie et un développement durable de la région.

Derrière tous ces thèmes il y a des choix à faire. Privatisation des services publics ou celui de leur développement. Nous faisons celui de leur promotion, de leur extension et de leur démocratisation.

Comment en effet répondre à cette attente immense de transports pour tous si on ne développe pas des transports en commun de qualité, si on ne dessert pas mieux les banlieues, si on ne relie pas les centaines de lieux de vie isolés. La loi du marché, la loi du privé, parce qu'elle cherche d'abord à faire de l'argent sur ces services ne peut répondre à cette aspiration, à ce droit à la mobilité. La déréglementation voulue par l'Europe entrave l'unicité et la qualité du service. Elle doit être combattue.

De même agir contre la spéculation foncière et pour la construction massive de logements accessibles à celles et ceux qui en ont le plus besoin, à commencer par les jeunes demande de développer un service public de l'habitat. Laisser le logement aux promoteurs est un danger.

Comment satisfaire les besoins immenses de santé ou de formation si on les privatise ou quand on fait de l'hôpital une entreprise ? Si on laisse se dégrader l'emploi, se développer le chômage et la précarité ? Comment développer le vivre ensemble si on stigmatise les quartiers populaires ?

Emploi stable, salaires, service public, qualité de vie, solidarité et développement durable vont de pair.

Nous proposons par exemple une carte orange unique pour tous les Franciliens, un plan d'investissement dans les transports, notamment la réalisation des travaux d'Arc Express et l'augmentation de l'offre de bus en banlieue. Nous proposons un plan massif de construction de logements, concerté régionalement. Nous proposons des services publics décentralisés rapprochés des citoyens, la création d'un service public de la

petite enfance. Ils sont le moyen d'agir efficacement contre les inégalités sociales et territoriales, de mieux satisfaire les besoins des Franciliennes et des Franciliens.

UN DÉVELOPPEMENT HARMONIEUX DES TERRITOIRES

La polarisation spécialisée du développement de l'Ile-de-France que le « Grand Paris » prétend encore accentuer, c'est plus de trajet et de pénibilité dans les transports, c'est plus de gâchis de temps, c'est plus de fatigue, c'est moins de qualité de vie.

Rééquilibrer l'Ile-de-France, harmoniser les territoires par une plus grande proximité des lieux d'habitation, de soins, de culture, de formation et de travail, redistribuer les richesses et les produire autrement, c'est le moyen d'inverser le mouvement actuel.

Pourquoi tous les bureaux et les centres culturels devraient-ils être à l'Ouest et au Centre Pourquoi l'industrie serait-elle exclue au 21^e siècle d'une région comme l'Ile-de-France, cœur industriel historique de la France? Pourquoi continuer dans une politique d'étalement urbain qui mange notre temps, nos espaces naturels, nos vies ?

Cherchons à développer chaque territoire et à mieux les relier entre eux. Donnons plus d'argent à celles et ceux qui en ont le plus besoin. Redonnons du dynamisme à toutes les activités y compris industrielles. L'automobile, l'aéronautique, l'énergie, le fret, sont des secteurs à moderniser. Quoi produire, pour qui et comment, sont les questions auxquelles il faut répondre si on souhaite un développement véritablement durable.

Pourquoi seuls les riches devraient accéder à des logements bien isolés, de haute qualité environnementale et à basse consommation. Ce sont celles et ceux qui ont le moins de ressources qui doivent voir leurs charges de logements diminués en priorité. Celles et ceux qui ont dû s'éloigner du centre de Paris du fait de leurs revenus modestes ne doivent pas subir la double peine des temps de transport et du prix.

POUR UNE UTILISATION DE L'ARGENT ET UNE RÉPARTITION DES RICHESSES RADICALEMENT DIFFÉRENTES

La région doit disposer de plus de moyens pour son action. L'abandon de la taxe professionnelle, qui représente aujourd'hui 22 milliards d'euros et 60% des ressources des collectivités, est un mauvais coup contre les services rendus aux populations. Il faudrait au contraire en élargir l'assiette pour que les actifs financiers contribuent enfin au financement des services et des équipements dont les entreprises profitent.

Et il faut aussi que l'argent soit mieux utilisé.

Aujourd'hui l'argent va à l'argent, les subventions vont d'abord à ceux qui ont les moyens de financer des projets. Il faut rompre ce cercle infernal qui chaque jour creuse un peu plus les fossés et pousse à la concurrence entre territoires. La politique de la région peut contribuer à inverser les choses.

Sa politique d'investissement doit être orientée par le respect de critères sociaux et environnementaux des projets, de leur richesse en emploi et en formation. Sa politique de subvention doit être sélective pour aller dans le même sens. Ses soutiens aux entreprises, particulièrement aux PME, à la formation, à la culture aussi. Un fonds régional pour l'emploi et la formation pourrait agir comme un levier sur les banques et les inciter, elles aussi, à fournir des crédits sélectifs.

Pourquoi aider des grands groupes ou leurs sous-traitants, si c'est pour subir derrière leurs délocalisations? Pourquoi accentuer encore la spécialisation des territoires si c'est pour se plaindre, derrière, des inégalités ? Pourquoi relier à grande vitesse des pôles aujourd'hui inexistant plutôt que d'investir